Document generated on 05/22/2025 8:12 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir au sujet de la grève de l'Amiante… et même plus!

Michel Sarra-Bournet

Volume 17, Number 2, Winter 2009

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1054733ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1054733ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Sarra-Bournet, M. (2009). Review of [Tout ce que vous avez toujours voulu savoir au sujet de la grève de l'Amiante… et même plus!] *Bulletin d'histoire politique*, *17*(2), 267–270. https://doi.org/10.7202/1054733ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2009

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Note de lectures

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir au sujet de la grève de l'Amiante… et même plus !

Michel Sarra-Bournet
UQAM et Université de Montréal

Les dessous d'Asbestos. Une lutte idéologique contre la participation des travailleurs, par Suzanne Clavette, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2005, 566 p.

Participation des travailleurs et réforme de l'entreprise, textes présentés par Suzanne Clavette, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2006, 104 p.

La Condition ouvrière au regard de la doctrine sociale de l'Église, textes présentés par Suzanne Clavette, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2007, 95 p.

À l'heure où on redécouvre les origines catholiques de la Révolution tranquille[1], Suzanne Clavette jette un éclairage nouveau sur une page trop vite tournée de l'avènement du Québec moderne : la grève de l'Amiante, dont on ne retient souvent, soixante ans plus tard, que la fronde du monde syndical au régime de Maurice Duplessis. Il est maintenant clair que les clivages idéologiques qui se faisaient jour dans l'après-guerre traversaient l'Église catholique, microcosme de la société québécoise à cette époque. Or tout comme sur le plan politique, les progressistes cléricaux ont été étouffés par le conservatisme qui dominait encore au plan politique, patronal et religieux. La série d'ouvrages relate un conflit idéologique et ses échos dans la presse et les organismes affiliés à l'Église catholique.

Les dessous d'Asbestos est issue d'une thèse de doctorat à peine remaniée, présentée en 2004 au programme de sciences humaines appliquées de l'Université de Montréal. Son auteure est une historienne sociale proche de la sociologie qui s'appuie sur la thèse de la lutte pour l'hégémonie de Gramsci, tout en suivant rigoureusement une trame narrative chronologique

dans un style fort vivant, avec le souci de ne pas perdre le lecteur malgré l'abondance d'informations qu'elle y livre, telle une journaliste d'enquête. Son étude documente avec force détails la montée et la déroute du mouvement de réforme de l'entreprise qui émergeait dans l'après-guerre au sein du syndicalisme catholique québécois, et qui préconisait la participation des travailleurs à la gestion et aux profits de leur entreprise.

Ses recherches exhaustives de fonds d'archives, dont certains jusque-là inexploités, lui ont permis de découvrir des documents inédits, dont les versions originales du compte rendu de la journée sacerdotale d'études sociales de 1947, *Participation des travailleurs et réforme de l'entreprise*, œuvre de catholiques sociaux (aumôniers patronaux et ouvriers) qui feront partie de la Commission sacerdotale d'études sociales (CSES), et de la lettre pastorale *La Condition ouvrière au regard de la doctrine sociale de l'Église* de l'épiscopat québécois.

Les différences qu'elle a remarquées entre ces manuscrits et les versions effectivement publiées respectivement en 1949 et 1950 (la seconde sous le titre *Le Problème ouvrier en regard de la doctrine sociale de l'Église*) justifient leur publication. Elles sont au cœur de sa thèse selon laquelle le véritable enjeu de la grève d'Asbestos était le droit de gérance défendu bec et ongles, et avec succès, par Duplessis et le patronat de l'époque.

Mais toute médaille ayant son revers, ce travail magistral a des défauts proportionnels à ses qualités. Quiconque a un goût pour la polarisation et la personnalisation des conflits sera attiré et séduit par le ton manichéen, presque paranoïaque, de l'ouvrage qui se lit d'ailleurs comme un roman. D'un côté, des aumôniers syndicaux, la CSES, les Centre des industriels chrétiens (CIC) et son conseiller l'abbé Gérard Dion. De l'autre, les évêques conservateurs, l'Association professionnelle des Industries (API), son aumônier, le R. P. Bouvier, jésuite, et Maurice Duplessis lui-même. On sent qu'il y a une lutte de pouvoir au sein de l'Église, que certains s'agitent dans le dos des « réformistes », mais les complots derrière lesquels se profile l'ombre de Duplessis, et dont certains épisodes se déroulent à Rome, avec des liens allégués avec des mouvements français d'extrême-droite, ne sont jamais percés à jour, parce que les pistes esquissées par l'auteure s'arrêtent souvent avant d'avoir atteint leur source. Les effets des contre-attaques conservatrices (pressions, rétrogradations, démissions, exil de M^gr^ Charbonneau, autocensure, renversement de discours, etc.) sont néanmoins réels. Ceux qui n'étaient pas d'accord avec l'interprétation conservatrice de la doctrine sociale de l'Église, même s'ils s'inspiraient de courants progressistes qui avaient droit de cité en France, en Belgique et en Allemagne d'après-guerre, sont tombés en disgrâce auprès d'un épiscopat peu enclin aux expériences nouvelles.

Chaque différend est l'occasion de séparer les bons des méchants au risque d'écraser injustement ceux qui défendaient avec modération des idées traditionnelles pour leur valeur intrinsèque, comme le R. P. Arès jésuite et François-Albert Angers le faisaient avec le corporatisme. Cette doctrine tirée des encycliques papales était antérieure à la réforme de l'entreprise. Tout comme la nouvelle conception maintenant en vogue au sein de la CTCC, le corporatisme était issu du catholicisme social. Tombé en disgrâce à cause des régimes autoritaires catholiques européens durant la Deuxième Guerre mondiale, il visait lui aussi à redresser les abus du capitalisme et à associer les travailleurs à la production. La grande différence tenait du fait que la « démocratie organique » qu'elle proposait reposait sur un modèle paternaliste qui respectait intégralement le principe de la propriété privée. La thèse opposée proposait une démocratisation de l'entreprise qui impliquait un certain partage de la direction et de la propriété de l'entreprise. Toutefois, le mot « corporatisme » est employé par l'auteure comme une épithète synonyme de conservatisme clérical, d'anti-syndicalisme et de collaboration de classe, des accusations aussi faciles que celles de « démagogues communistes » proférés à l'endroit des aumôniers syndicaux par leurs adversaires anonymes.

Bien que la découverte de versions originales de textes importants soit un événement qui nous amène à reconsidérer les interprétations existantes, il ne faut pas succomber à la tentation de l'hyperbole. Au moment où M^gr^ Léger prenait la tête de l'épiscopat québécois, la réforme de l'entreprise était rejetée par le pape Pie XII. La lettre pastorale de 1950 continue néanmoins de la prôner. Bien qu'elle ait été édulcorée par rapport à sa version originale, *Le Problème ouvrier en regard de la doctrine sociale de l'Église* était un compromis, pas un important virage à droite. À sa face même, c'est un texte progressiste pour l'époque, acclamé par les catholiques sociaux et honni par l'API comme en fait foi les réactions citées dans *Les dessous d'Asbestos*. Plus tard, la CTCC se dissociera de la hiérarchie catholique, mais retirera la réforme de son cahier de revendications, pour épouser le travaillisme et la social-démocratie.

Enfin, l'abondance de détails et les longues citations peuvent sembler lourdes à ceux et celles qui ne sont pas passionnés du sujet. Cependant, la valeur de l'ouvrage réside dans son indéniable richesse documentaire, surtout dans la correspondance inédite qui permet à son auteure d'élargir le champ de nos connaissances, de faire de nouveaux recoupements, de proposer de nouvelles interprétations, et d'apporter des corrections à des études antérieures. C'est ainsi que progresse l'histoire. Cependant, cela ne l'autorise en rien à accuser certains de ses prédécesseurs, dont Pierre

Trépanier, Jacques Rouillard et l'auteur de ces lignes, d'avoir écrit des « faussetés ». La démonstration manque.

Mis au ban par l'épiscopat, les chrétiens progressistes qui voulaient redresser les abus dont étaient victimes les travailleurs à l'ère duplessiste trouveront le moyen d'appuyer les autres forces de changement qui conduiront à la Révolution tranquille. On connaît assez bien la carrière de ceux et celles qui ont milité au sein de l'Action catholique, mais l'ampleur de la contribution des catholiques sociaux comme l'abbé Gérard Dion commence à nous être révélée, dans ces trois ouvrages de Suzanne Clavette, de même que dans la biographie qu'elle vient tout juste de lui consacrer, avec le même souci du détail inédit[2].

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Voir E.-Emmanuel Meunier et Jean-Philippe Warren, *L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Sillery, Septentrion, 2002 et Michael Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008.
2. *Gérard Dion. Artisan de la Révolution tranquille*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2008.